

REPUBLIQUE RWANDAISE



COMMISSION NATIONALE POUR L'UNITE
ET LA RECONCILIATION

**RAPPORT D'EVALUATION DU PROCESSUS D'UNITE
ET DE RECONCILIATION NATIONALES
23-novembre- 2001**

B.P.: 174
Tél (+250) 71761-71766
Fax (+250)571759
e-mail :unity@wandal.com
Web Site :www.nurc.org.rw

Kigali, Juin 2002

TABLE DES MATIERES

	Page
AVANT PROPOS.....	3-4
I. INTRODUCTION.....	5-6
II. ALLOCUTION DE S.E. Paul KAGAME, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.....	7-12
III CONSULTATIONS NATIONALES SUR LE PROCESSUS D'UNITE ET DE RECONCILIATION, AVRIL- JUIN 2001.....	13
III.1. NATURE DES CONSULTATIONS	13-15
III.2. RESULTATS DES CONSULTATIONS	16
III.2.1. INDICATEURS POSITIFS, CARACTERISTIQUES DE BONNES RELATIONS	16-20
III.2.2. INDICATEURS NEGATIFS, SUSCEPTIBLES DE RAVIVER LES CONFLITS	20-24
III.2.3. RECOMMANDATIONS PAR LA POPULATION... ..	25-26
IV. ANÂLYSE SYNOPTIQUE DES CONCLUSIONS ISSUES DES PROVINCES.....	27-30
V. CONCLUSION	31-33

AVANT PROPOS

Après des régimes répressifs caractérisés par une politique de discrimination et de clientélisme dont l'apothéose fut le génocide et les massacres de 1994, le Gouvernement d'Union Nationale demeure convaincu de ce que l'Unité et la Réconciliation Nationales demeurent la voie obligée vers une sécurité et une paix durable, pré-requis pour un développement intégral et pérenne de notre pays. C'est pour cette raison que le Gouvernement a mis sur pied la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, dont la mission peut être résumée en trois points

1° Servir de plate-forme sur laquelle les Rwandais de toutes les conditions sociales peuvent se rencontrer et discuter de leurs problèmes en vue d'y apporter des solutions durables et ce, dans un esprit de convivialité, de vérité, de libre expression et de respect mutuel.

2° Trouver les voies et moyens de rapprocher tous les Rwandais, les stimuler à développer un esprit de patriotisme et de fierté nationale.

3° Appuyer toute action susceptible de resserrer les liens entre les Rwandais et les stimuler à l'auto-promotion et à l'auto-développement, dans le but d'améliorer leurs conditions socio-économiques.

Depuis deux ans et demi, la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation essaie d'accomplir la mission qui lui a été assignée, à travers les consultations à la base pour que la population puisse jouer un rôle actif dans le processus d'Unité et de Réconciliation.

L'Unité des Rwandais était solide avant l'époque coloniale. Hutus, Twas, et Tutsis étaient tous conscients de ce qu'ils étaient tous Rwandais, que le Rwanda était leur pays et que personne ne pouvait se considérer supérieur à l'autre.

Dans le but de réparer le tissu social durement éprouvé, il est dorénavant nécessaire que les Rwandais fassent un vrai et honnête examen de conscience, qu'ils se réconcilient avec celle-ci et qu'ils abordent sereinement leurs problèmes en toute franchise dans le but de construire un Rwanda nouveau.

C'est dans ce cadre que la journée d'évaluation du processus d'Unité et de Réconciliation Nationales (le 23 novembre 2001) a été préparée.

La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation remercie toutes les personnes qui, de près ou de loin ont pris une part active à ces consultations et en l'occurrence, celles qui les ont organisées et celles qui ont financé les activités.

Nous tenons à remercier particulièrement le Gouvernement Fédéral Allemand pour son appui financier à la réalisation des consultations de base, de « l' evaluation day » ainsi que du rapport qui a été accordé à travers le projet NURC-GTZ « Prévention de crises - Soutien à la Commission Nationale d'Unité et de Réconciliation ».

En exclusivité, la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation a l'insigne honneur de présenter sa gratitude à son Excellence Monsieur le Président de la République qui a daigné rehausser de sa présence la « journée de l'évaluation du processus d'Unité et de Réconciliation Nationales » et tracer la voie à suivre vers de meilleures perspectives des relations sociales entre les Rwandais.

- Le pas franchi dans le processus d'Unité et Réconciliation est très important. Tout Rwandais devrait en être fier et par conséquent consolider les jalons posés vers l'Unité et Réconciliation.

Fatuma NDANGIZA S
secrétaire Exécutif de la Commission Nationale
pour l'Unité et la Réconciliation

I. INTRODUCTION

Parmi les tâches assignées à la NURC, il y en a une primordiale, celle de rassembler les Rwandais des différents niveaux sociaux autour d'une table ronde pour qu'ils puissent échanger des idées sur leurs relations sociales dans l'optique de leur amélioration.

Cette mission apparaît dans la loi n° 03/99 du 12/03/1999 institutionnalisant la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation notamment dans son article 3 relatif aux tâches assignées à la Commission : « Préparer et conduire des débats à l'échelle nationale dont l'objet est de promouvoir l'Unité et Réconciliation du peuple Rwandais ».

C'est dans cette optique que la Commission a organisé différentes conférences-débats et différentes consultations à la base afin de faire participer le plus grand nombre de Rwandais à la recherche des solutions vers l'amélioration de leurs relations.

Les débats ont porté sur des thèmes variés tels que l'évolution (les hauts et les bas) des relations des Rwandais à travers le temps et la part de la population dans la bonne gouvernance d'un pays, dans le but d'aider les participants à arrêter des stratégies d'améliorer les relations entre les Rwandais.

A la lumière du Sommet National sur l'Unité et la Réconciliation (18-20 octobre 2000) qui demandait à la Commission de se rapprocher davantage de la population, des consultations à la base sur la cohabitation des Rwandais ont été faites et se sont soldées par la journée d'évaluation qui a eu lieu dans chaque Province, réunissant la population et ses dirigeants.

Dirigeants et dirigés ont débattu des résultats des consultations au niveau de la Province et ce, en toute liberté. Des explications ont été fournies à ceux qui en

avaient besoin, des résolutions et des recommandations ont été émises et adoptées.

Le présent rapport reflète les indicateurs positifs et négatifs relevés par la population ainsi que les stratégies arrêtées pour consolider les indicateurs positifs et pour éradiquer les indicateurs négatifs susceptibles de renouveler les conflits.

- **La période avant l'époque coloniale**

Les rois et leurs proches collaborateurs étaient issus des familles connues. Au fur et à mesure les années passaient, ce fait est devenu source de conflits, conduisant inéluctablement vers la discrimination.

- **Pendant l'époque coloniale**

Les colons et les missionnaires ont consolidé la dichotomie du peuple rwandais. Dans leur enseignement ils ont fait croire que les rwandais provenaient d'ethnies différentes, qu'il y avait une ethnie plus intelligente que l'autre et que par conséquent c'était elle qui devait gouverner.

Le moment venu, ce fut le revers de la médaille et l'ethnie apparemment délaissée pour ignorance fut appuyée sous prétexte d'avoir été opprimée pendant longtemps et fut incitée à la révolte.

C'est à cette époque que la mention ethnique a commencé à être inscrite dans des livrets d'identité.

Cette discrimination se faisait sentir surtout dans des écoles et des services d'administration centrale.

C'est précisément à cette époque coloniale que prennent racine les conflits Hutu-Tutsi.

- **Avènement de la I^{ère} et de la II^{ème} République**

A l'avènement de la soi-disant indépendance du Rwanda et au moment où il était appelé à être dirigé par ses propres citoyens, ce fut malheureusement également l'époque où la politique de discrimination fut institutionnalisée presque officiellement. Ce fut l'arme fatale utilisée par le Gouvernement dans les écoles, les institutions étatiques et même dans le secteur privé.

- **Le génocide et les massacres**

Ce fut l'apogée. C'est pendant cette période que le Gouvernement a pris la décision d'éliminer physiquement une partie des Rwandais ainsi que toute autre personne dont l'opinion différait de celle du Gouvernement. L'Unité des Rwandais a été durement éprouvée.

II. ALLOCUTION DE S.E. PAUL KAGAME, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, PRONONCEE LE 23/11/2001 AU STADE GATWARO-KIBUYE, A L'OCCASION DE LA JOURNEE D'EVALUATION DU PROCESSUS D'UNITE ET DE RECONCILIATION NATIONALES

- Excellences, Mesdames et Messieurs,
- Rwandaises, Rwandais,
- Amis du Rwanda.

Je voudrais une fois de plus vous saluer et vous souhaiter la paix.

De prime abord, je remercie la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation pour son invitation à participer à cette activité.

Je remercie également toutes les personnes qui, à travers tout le pays, ont pris une part active à ces consultations et les ont accompagnées jusqu'à ce jour.

Il est bon d'avoir pensé à cette évaluation qui nous permet d'estimer le pas que nous venons de franchir dans le processus d'Unité et de Réconciliation. Le Gouvernement d'Union Nationale a vu le jour, il y a sept ans. La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation a été créée, il y a deux ans.

Il est juste que le moment était venu de procéder à une auto évaluation. Quant bien même déjà mentionnés en d'autres circonstances et en d'autres termes, je voudrais profiter de ce moment pour revenir sur certains points.

* Premièrement.

Je voudrais qu'ensemble, nous puissions nous rafraîchir la mémoire les uns les autres sur l'évolution des conflits et sur la manière dont ils ont été soutenus par les différents régimes qui se sont succédés au pouvoir au Rwanda.

* Deuxièmement

Je voudrais revenir sur les progrès réalisés depuis la mise en place du Gouvernement d'Union Nationale. D'aucuns savent que le Gouvernement s'est engagé à soutenir et en paroles et en actions toute activité susceptible de rapprocher les Rwandais. La préparation des conférences-débats et autres causeries relatives à ce rapprochement se poursuit.

Cet engagement se reflète surtout dans les discours des différents dirigeants du pays et ce, à des niveaux divers. Il s'est également manifesté à travers les INGANDO qui ont eu lieu dans les Provinces, les chroniques et les émissions télévisées et radiodiffusées sur les antennes nationales.

Parmi les résultats tangibles renforçant l'Unité et la Réconciliation des Rwandais, nous citerons à titre d'exemples

- La mise sur pied des, structures de l'Administration Centrale, dans lesquelles se reconnaissent toutes les couches sociales de la population ;
- Le rapatriement des réfugiés ;
- L'accès à l'enseignement secondaire et supérieur selon la compétence des élèves ;
- Le recrutement dans l'Armée et la Police Nationale se fait sur les seuls critères de volonté, de capacité physique et intellectuelle ;

L'on se souviendra que ce sont les anciens antagonistes (ex-soldats du FPR/Inkotanyi et les ex-Forces Armées Rwandaises) qui, aujourd'hui forment un même corps d'Armée : l'A.P.R. (Armée Patriotique Rwandaise).

Un autre exemple réel que je voudrais donner est que beaucoup de rwandais viennent de comprendre qu'il n'y a aucun avantage à attiser des conflits perpétuels. Ceci s'est manifesté notamment dans

- la lutte contre les infiltrés « Abacengezi » et contre leur idéologie génocidaire.
- La réponse massive aux élections des échelons de base et ce, sans discrimination aucune
- La participation massive aux élections des échelons de base « Inyangamugayo » des juridictions Gacaca.

*** Troisièmement**

Le troisième point sur lequel j'aimerais attirer l'attention concerne des questions fondamentales auxquelles nous devons apporter des solutions dans le but de soutenir l'Unité et Réconciliation.

Je demande à chaque rwandais et aux amis du Rwanda d'œuvrer à la promotion de la bonne Gouvernance de notre pays. Avant tout, tous les dirigeants, à tous les échelons doivent prendre la bonne habitude de travailler dans la transparence, de rendre compte de ce qu'ils font et de garder toujours dans la mémoire que ce qu'ils font, ils le font pour la population.

La bonne Gouvernance va de pair avec la lutte contre l'injustice sous toutes ses formes et chacun à son niveau doit y mettre du sien. La justice doit être l'étendard de la bonne gouvernance, la vérité doit être le guide suprême. L'idéologie et les actes séparatistes devront être combattus sans merci.

Un autre problème crucial que nous ne cesserons jamais d'évoquer à l'intention des Rwandais est celui de la pauvreté.

La lutte contre la pauvreté est l'une des voies de consolider l'Unité et de prévenir les conflits.

*** Quatrièmement**

Le quatrième point que je voudrais souligner consiste dans les stratégies à arrêter. En réalité, les stratégies sont aussi nombreuses que les voies sont variées. Toutefois, je voudrais en évoquer deux

- La première est de continuer à expliquer certaines choses qu'à dessein les quelques gens mal intentionnés s'adonnent à biaiser, à biaiser.
- La seconde est de mettre en pratique les bonnes idées qui sont souvent émises, et comme je l'ai déjà mentionné, il faut s'atteler au travail.

Concernant l'explication de certaines choses que des gens s'adonnent biaiser ou à distordre à leur guise, j'aimerais citer quelques exemples

Premier exemple

Lors des tristes événements de 1994, des personnes sont mortes, victimes des tirs croisés. Il existe des groupuscules véreux qui veulent exploiter cette situation à leur avantage, abusant et incitant la population à la révolte sous prétexte que les dépouilles mortelles de ces gens ne sont pas inhumées avec le respect qui leur est dû.

Les Rwandais devraient se rappeler de ce que les Interahamwe, Impuzamugambi ainsi que les ex-FAR (ex-Forces Armées Rwandaises) ramassaient les gens sur leur passage soit disant pour arrêter l'ennemi qui envahissait le Rwanda alors qu'en réalité, ils en faisaient des boucliers humains.

Il y a beaucoup de rwandais qui sont morts de cette façon . Ce langage est tenu par des gens qui ne souhaitent pas l'Unité des Rwandais.

La réalité est que le Gouvernement admet qu'il y a des gens qui sont morts dans ces circonstances et qu'ils doivent recevoir une sépulture décente.

Deuxième exemple

Il existe un fonds pour rescapés dépouillés de tout. Certains pensent que ceci constitue une autre forme de discrimination. Ce n'est pas vrai.

Le Gouvernement s'est engagé à assister d'une façon particulière les rescapés du génocide, incapables de subvenir à leurs besoins de base, parce que ce sont des victimes de mauvaises politiques des Gouvernements précédents

Bien entendu, ceci ne signifie pas que d'autres groupes vulnérables ne seront pas assistés, parce que le Gouvernement a prévu leur assistance à travers un fonds d'appui géré par le Ministère de l'Administration Locale et des Affaires Sociales.

Troisième exemple

Le partage des biens fonciers en l'occurrence des lopins de terre dits « amasambu » a fait coulé beaucoup de salive. Ce qui est important est que l'initiative vienne de

la population et que le partage ne soit pas perçu comme une façon non concertée ou quelque peu forcée.

Si à certains endroits il y a eu des problèmes, ceci est dû soit à certaines personnes qui ont mis leurs intérêts avant ceux de la population, intérêts politiques et/ou matériels ou soit à l'inefficacité des dirigeants.

Le Gouvernement d'Union Nationale n'a jamais soutenu l'injustice sous quelque forme qu'elle soit.

Quatrième exemple

La politique d'habitat regroupe « Imidugudu » n'a pas encore été comprise. Certaines personnes parlent d'une discrimination dissimulée, d'autres croient que c'est une manière de mettre un frein au développement d'une certaine portion de la population. Ceci n'a pas de sens. Cette politique vise la restructuration de l'habitat au Rwanda. Elle consiste à délimiter les zones destinées à l'habitat et les zones destinées à la production, afin d'optimiser le rendement et d'éviter une exploitation anarchique des terres.

Il existe des éléments négativistes qui font tout pour inciter la population à s'opposer à cette nouvelle politique, entravant de facto sa promotion et son développement.

Cinquième exemple

Il existe encore des cas d'injustice au fin fond des collines, injustice due aux mauvaises prestations de certains dirigeants. Souvent des préjugés portés à la population par ces mêmes dirigeants tels que la discrimination, la corruption et j'en passe, sont mis sur le dos du Gouvernement.

Le Gouvernement ne peut en aucun cas tolérer cette mauvaise façon de diriger. Il est du devoir de tout un chacun de lutter contre ces tergiversations et surtout d'oser dénoncer leurs auteurs.

Sixième exemple

Il y a actuellement une maladie en vogue, c'est celle qui consiste à vivre au gré des rumeurs et à les répandre. J'en appelle aux dirigeants de tous les niveaux et à toutes les personnes impliquées dans le domaine de l'information, de fournir des informations justes et d'une manière claire. Expliquez clairement aux autres ce dont vous êtes sûrs. Evitez de répandre des informations non fondées surtout celles susceptibles de provoquer la panique au sein de la population, de distraire les gens et de les empêcher de vaquer à leurs activités quotidiennes d'auto promotion et d'auto-développement.

J'ai donné ces exemples dans le but de rappeler que démentir des informations biaisées, constitue un apport substantiel à la consolidation de l'Unité et de la Réconciliation.

Je voudrais revenir sur une stratégie que j'ai déjà mentionnée, c'est celle de mettre en application les excellentes idées que nous ne cessons d'émettre. Nous ne

devrions pas toujours rester au niveau des souhaits et des belles recommandations. Il est impératif de les mettre en application. Ceci nous mène à parler du travail, de la lutte contre la pauvreté et ses conséquences.

Excellences Mesdames et Messieurs,
Rwandaïses, Rwandaïsi,
Amis du Rwanda,

J'aimerais conclure cette allocution en remerciant de plus belle tous ceux qui ont participé à la préparation et à la réalisation de cette journée d'évaluation du processus d'Unité et Réconciliation Nationales.

Je me réjouis des recommandations émises et demande qu'elles soient mises en application.

J'aimerais conclure sur une note très sensible et sur laquelle je voudrais éveiller la conscience de tout un chacun.

Le stade GATWARO de la Ville de Kibuye, sur lequel nous sommes aujourd'hui rassemblés, a été le théâtre d'un carnage affreux de nombreuses personnes au cours du génocide et des massacres de 1994.

Le fait d'être réunis aujourd'hui, à ce même endroit, en train de faire une auto-évaluation de l'étape franchie sur la voie de l'Unité et la Réconciliation Nationales est une marque indélébile d'une volonté indéfectible de réparer et de reconstruire notre pays.

Je voudrais clore officiellement les travaux d'évaluation du processus d'Unité et de Réconciliation Nationale, en encourageant les Rwandaïsi à persévérer dans cette bonne voie d'Unité et de Réconciliation.

Je vous remercie et vous souhaite la paix.

III. CONSULTATIONS NATIONALES SUR LE PROCESSUS D'UNITE ET DE RECONCILIATION : AVRIL - JUIN 2001

Après le génocide et les massacres de 1994, les relations sociales entre les Rwandaïsi, déjà très fragiles, ont reçu un coup de grâce et ont fait place à la suspicion mutuelle, à la formation de groupuscules et à des conflits variés. Devant cette situation on ne peut plus explosive, le Gouvernement d'Union Nationale a mis sur pied divers programmes destinés à réparer le tissu social durement éprouvé.

C'est dans ce cadre que des consultations ont été préparées et menées systématiquement à l'échelle nationale, dans le but de relever les indicateurs positifs d'Unité et de Réconciliation, ainsi que des indicateurs négatifs susceptibles de raviver les conflits. Tout ceci pour que les indicateurs positifs soient renforcés et que les indicateurs négatifs soient éradiqués.

A la lumière des résultats de ces consultations, il y a lieu de croire que des lueurs d'espoir ont commencé à poindre à l'horizon et promettent un avenir meilleur.

Les consultations ont été menées dans toutes les Provinces, à l'exception de la Province de Gisenyi qui, à cette époque connaissait encore des problèmes d'insécurité. Au total, vingt et un mille cinq cent cinquante trois personnes (21.553) ont participé aux consultations, soit un taux moyen d'environ deux mille personnes (2000) par Province. Les participants ont pris une part active aux consultations, et ont émis des recommandations sur le processus d'Unité et de Réconciliation Nationales.

III.1. LES CONSULTATIONS NATIONALES

III.1.1. La finalité des consultations

- La finalité des consultations nationales était d'identifier les indicateurs positifs d'amélioration des relations sociales entre les Rwandais et des indicateurs négatifs susceptibles de raviver les conflits dans le but de mieux cerner les stratégies d'éradication de ces conflits.

C'est sur base des résultats que les dirigeants du pays en général et la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation en particulier adopteront un plan d'action national et arrêtera des stratégies adéquates susceptibles de consolider l'Unité et la Réconciliation.

III.1.2. Préparation des consultations

- Les consultations se sont basées uniquement sur les idées et opinions des participants, ceci dans le but d'atteindre leurs objectifs. Elles ont été organisées d'une telle manière que les participants puissent s'exprimer en toute liberté.
- Elle ont été précédées par une formation qui a duré trois jours, sur les techniques de « Dynamique des groupes et de Communication sociale ». La formation a eu lieu au Centre Iwacu-Kabusunzu du 14 au 16 mars 2001. Ont participé : les agents de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, tant du siège que des Provinces, ainsi que deux personnes « Inyangamugayo » sélectionnées au niveau de chaque Province, appelées à assister les agents de la Commission dans l'organisation des consultations.

III. 1.2.3. Les objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de ces consultations étaient de

- comprendre ce qu'est la technique d'animation et comment la mettre en application ;
- comment construire et solidifier les liens d'amitié et de convivialité, (principes de base) ;
- comprendre les techniques et les principes de médiation des conflits ;
- comprendre les principes magistraux de « Dynamique des groupes » ;

- comprendre les techniques des travaux en ateliers formation des groupes et méthodologie de travail ;
- savoir diriger les travaux en groupes et dans un esprit participatif.

L'approche adoptée au cours de cette formation est connue sous l'abréviation « DELTA » signifiant « Développement, Education and Leadership Teams in Action ». Une nouvelle approche méthodologique qui offre aux participants le moyen de confectionner quelque chose à partir de ce qu'ils connaissent déjà ou qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne.

III. 1.4. Les participants

Dans le but d'avoir des indicateurs suffisants, représentatifs et fiables sur les relations sociales entre les Rwandais, notre échantillonnage a porté sur des groupes de 300 personnes dans toutes les Provinces, groupes choisis parmi toutes les couches de la Population et composés d'une manière aussi hétéroclite que

- Les comités des cellules - Les comités des secteurs - Les enseignants
- Les confessions religieuses
- Les Personnes intègres du village « Inyangamugayo »
- Les groupes vulnérables
- La jeunesse estudiantine et non estudiantine - Les associations des femmes

III. 1.5. Déroulement des consultations

Les animateurs se sont montrés à la hauteur de leur tâche notamment en ce qui concerne la perspicacité dans l'analyse des problèmes et la façon de diriger les débats des groupes.

Quant bien même les animateurs devaient donner des grandes orientations des débats, ils ne devaient pas entraver les libertés individuelles des participants.

Il leur était demandé notamment de:

- Respecter tous les participants et créer un environnement propice pour les discussions
- Diriger les débats
- Se montrer raisonnables et éviter d'imposer leurs points de vue.
- Travailler en équipe avec les participants de sorte à avoir un consensus chaque fois que de besoin.

Entre autres critères de sélection, un animateur devait être quelqu'un qui soit à mesure de juger les choses à leur propre valeur et quelqu'un en qui tous les participants pouvaient avoir confiance.

S'appuyant sur son expérience, l'animateur devait résumer les différentes opinions des participants sans en modifier le fonds et sans émettre des critiques, parce si ces opinions ont été émises, c'est qu'il y avait des raisons originales qu'il faut respecter.

III.2. RESULTATS DES CONSULTATIONS

Les consultations ont porté sur trois points principaux

- Les indicateurs positifs de bonnes relations
- Les indicateurs négatifs susceptibles de réactiver les conflits
- Les souhaits

Les résultats des consultations effectuées dans tous les Districts du Pays ont été rassemblés et l'image à l'échelle du pays se présente de la manière suivante

III.2.1. Indicateurs positifs

▪ L'enseignement est accessible à tout le monde.

Dans les systèmes précédents, l'enseignement suivait des normes basées sur l'équilibre ethnique et régional.

Il était connu et on le criait haut et fort qu'un enfant de parents pauvres ne pouvait pas passer avant un enfant de parents aisés ou un enfant de dirigeants. Actuellement ce n'est plus le cas, tous les élèves ont une même chance, l'admission est basée uniquement sur la réussite individuelle.

L'admission à l'Université et aux Instituts supérieurs est faite sur base de concours national, d'une façon transparente et les résultats sont affichés à travers tout le pays. De cette façon, même ceux qui n'ont pas réussi ne se sentent pas lésés et l'admettent de bon cœur.

En général, la population se réjouit de ce que la Commission Nationale des Examens travaille bien et accorde une chance égale à tous les enfants.

De leur côté, les enseignants ont compris que la politique actuelle de l'éducation est basée sur la capacité des élèves et ils la respectent.

▪ Se séparer de ceux qui propagent des idées séparatistes et/ou de ceux qui portent atteinte à la sécurité et à l'intégrité nationales.

Les Rwandais se démarquent de plus en plus des propagateurs des idées et actes séparatistes. Ceci s'est manifesté surtout lors des élections, des rondes de sécurité, des causeries ouvertes, sincères et constructives sur tous les secteurs d'activités, le rejet des actions terroristes des infiltrés « Abacengezi », la collaboration avec l'armée dans les opérations diverses anti-terroristes ainsi que des programmes de sensibilisation desdits « Abacengezi » pour qu'ils déposent les armes, rentrent paisiblement et participent à la reconstruction du pays comme le souhaite le Gouvernement d'Union Nationale.

▪ La plupart des réfugiés rwandais sont rentrés.

Au moment où échouaient les efforts de rapatriement des réfugiés engagés par le Communauté Internationale, le Gouvernement d'Union Nationale réussissait un exploit sans précédent et rapatriait plus de trois millions de ses ressortissants jetés sur le chemin de l'exil par de mauvais régimes, sans foi ni loi.

Ils ont été accueillis à bras ouverts, ont récupéré leurs biens mobiliers et immobiliers ainsi que leur travail pour ceux qui en avaient, suivant leurs compétences.

Nous rappelons que les portes sont toujours grandement ouvertes et que quiconque veut retourner dans son pays sera toujours le bienvenu.

▪ **Les antagonistes d'antan, sont des alliés d'aujourd'hui**

Les ex-Forces Armées Rwandaises et les ex-soldats du FPR-Inkotanyi ont formé une même armée « l'Armée Patriotique Rwandaise ».

Les régimes précédents étaient fondés sur une politique de discrimination de sorte que la carrière militaire était devenue l'apanage d'une seule ethnie.

Le Gouvernement de l'Unité Nationale a aboli cette dogme et a fait appel à tous les rwandais qui le veulent et qui en ont la capacité à se faire enrôler dans l'armée.

C'est dans cette optique que des militaires jadis ennemis se sont alliés en une seule armée et différentes tâches et responsabilités ont été accordées sur base de compétence. L'on peut se réjouir de ce qu' actuellement l'Armée Patriotique Rwandaise collabore étroitement avec la population dans la sauvegarde de la sécurité et d'intégrité nationales.

▪ **Les orphelins ont trouvé des familles d'accueil.**

Le pays a hérité du génocide et des massacres d'un grand nombre d'orphelins qui ont été accueillis dans différents orphelinats.

Les Rwandais ont réalisé un grand pas vers l'Unité et Réconciliation en comprenant que tout enfant a droit à la vie et à l'éducation en famille sans tenir compte de son origine ou de celle de son éducateur. Les orphelins qui peuplaient les orphelinats ont désormais trouvé des familles d'accueil qui considèrent comme leurs propres enfants.

Le Gouvernement d'Unité Nationale a mis sur pied un fonds d'appui aux nécessiteux à travers

- Le fonds d'aide aux rescapés du génocide
- Le fonds d'appui aux enfants orphelins, orphelins chefs de ménage et aux enfants pauvres, géré par le Ministère de l'Administration Locale et des affaires Sociales.

▪ **Les biens mobiliers et immobiliers que certaines personnes s'étaient appropriés illégalement, ont été restitués à leurs propriétaires.**

- Dans le cadre de l'éradication de l'injustice sociale, et de respect du droit de chacun à sa propriété; le Gouvernement a aidé les gens qui s'étaient réfugiés à récupérer leurs biens occupés illégalement par d'autres personnes.

- **Les élections des dirigeants de base se sont déroulées dans la transparence.**
- La population a choisi librement ses dirigeants sur base de compétence et la pertinence des programmes de développement des candidats. Ce qui a été frappant et qui a caractérisé les élections à l'échelle nationale c'est l'engouement, le calme et la transparence de ces élections de base.
- **La mise sur pied des juridictions Gacaca comme vecteur d'Unité et de Réconciliation.**

C'est dans la perspective de bannir à jamais la culture de l'impunité et d'instaurer une justice réconciliatrice que le Gouvernement a pensé à une façon de régler les litiges, tablée sur la culture traditionnelle de résolution des conflits avec à l'horizon le rétablissement de la confiance, de l'Unité et de la Réconciliation.

L'idée est venue de ce que le nombre de personnes impliquées dans les crimes du génocide est exorbitant de telle manière qu'avec le système ordinaire des instances judiciaires du pays et même de l'extérieur (Tribunal Pénal International pour le Rwanda - TPIR) ne seraient pas en mesure de rendre une justice équitable dans les délais convenables.

- **La mention ethnique ne figure plus sur la carte d'identité.**
- Comme instrument d'une politique de discrimination et de clientélisme, chaque rwandais devait obligatoirement se déplacer muni d'une carte d'identité mentionnant son appartenance ethnique et régionale, à présenter partout à qui de droit, pour qu'il puisse soit jouir de certains égards, soit être réhabilité dans ses droits.
- Actuellement, il n'y a plus d'étiquette ethnique mentionnée sur les cartes d'identité parce que dorénavant elle ne peut plus d'être d'aucune considération particulière à son porteur. La carte d'identité n'est plus un outil de discrimination, de favoritisme ou de persécution comme ce fut le cas de par le passé. La seule ethnie valable qui donne à son porteur des libertés individuelles et des droits inaliénables à la gestion quotidienne de la vie politico-socioéconomique de son pays, est celle d'être « Rwandais ».
- **Différentes Commissions ont été créées, dans le but de consolider le respect des droits de la personne et de rehausser le niveau de vie des rwandais.**
- Le Gouvernement ne ménage aucun effort pour l'amélioration des conditions de vie du peuple rwandais, la consolidation de l'Unité et Réconciliation ainsi que l'éradication de l'injustice. C'est dans cette optique que des Commissions et des Institutions variées ont vu le jour à l'instar de
 - La Commission Nationale Pour l'Unité et la Réconciliation • La Commission Nationale des Droits de l'Homme
 - La Commission Constitutionnelle

- La Commission Nationale Electorale
 - La Commission Nationale de Lutte Contre la Pauvreté
 - La Commission Nationale de rapatriement des Réfugiés
 - La Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration
 - La Commission Nationale de Recrutement des agents de l'Etat
 - La Commission Nationale d'Examens
 - Le Conseil National des Femmes
 - Le Conseil National de la Jeunesse
 - Département des « Juridictions Gacaca » au sein de la Cour Suprême
 - Cabinet de l'Auditeur Général
 - National Tender Board
 - Rwanda Revenue Authority
 - Brigade anti-corruption et anti-fraude
 - Rwanda Investissement Promotion Agency etc...
- **Le recrutement des Fonctionnaires de l'Administration Centrale se fait sur base de compétition.**
 - **L'enrôlement dans l'Armée ou dans la Police Nationale est basé uniquement sur la volonté et la capacité de chaque récipiendaire.**
 - **La nouvelle loi sur la succession accorde les mêmes droits et les mêmes avantages aux enfants des deux sexes.**

Cette loi a été promulguée afin de mettre fin aux injustices sociales basées sur le sexe, et relatives à la succession et à l'héritage.

Comme brièvement mentionné, le Gouvernement a mis en place un Conseil National pour les Femmes et un Conseil National pour la Jeunesse. L'objectif principal est de faire prendre conscience à cette portion de la population de son importance comme force vive de la nation et de l'encourager à faire partie des organes de prise de décision.

III. 2.2. Les indicateurs négatifs susceptibles de raviver les conflits.

- **Les menaces à l'intégrité et a la sécurité nationales par les forces négatives des « Abacengezi » et leurs alliés encore à pied d'oeuvre dans des pays limitrophes.**

Quand bien même à l'intérieur du pays, la population dénonce l'idéologie séparatiste ainsi que des actes de terrorisme perpétrés par les Abacengezi, ceux-ci ne démontent pas et préparent en clandestinité et dans certains pays étrangers, un programme complétant celui du génocide de 1994, inachevé selon leurs propres propos.

D'une façon particulière ceci est le cas de la République Démocratique du Congo où les Interahamwe et les ex-FAR reçoivent des entraînements, des armes et des munitions dans le but de déstabiliser le Rwanda. Les tentatives sont multiples et se poursuivent. Toutefois, elles se heurtent à une volonté ferme de la population

de ne plus se laisser entraîner par des gens assoiffés de pouvoir. Pour elle, ceci n'est qu'une vieille chanson et personne n'y répondra plus jamais.

Le Gouvernement ne ménage aucun effort pour encourager les Rwandais de la diaspora à rentrer au bercail et à participer à la reconstruction du Pays.

S'il est vrai qu'il existe encore des extrémistes qui ont opté pour « la solution finale » connue également sous le vocable d' « option Z » (le retour par la force), laquelle par ailleurs n'a aucune justification, il existe encore malheureusement des politiciens véreux qui ont pour mission de semer la zizanie, de prôner la haine, de créer des oppositions au sein de la population et ce, à travers des discours et des écrits diversifiés.

Ce qui est évident, c'est que pour ces gens l'idéologie ségrégationniste constitue encore le fer de lance de leur programme.

▪ **Certaines personnes ne participent pas à l'ensevelissement des dépouilles mortelles des victimes du génocide.**

- C'est un signe de ce que les gens n'ont pas encore compris que le malheur qui a frappé ce pays, doit être partagé par tout le monde. Le fait donc d'attribuer ce devoir à une partie de la population et de la laisser faire cavalier seule dans cette triste besogne, porte à croire que l'Unité des Rwandais a encore du chemin à faire. Il y a encore de la suspicion et de la méfiance dans l'air.
- En plus de cela, il se fait qu'il y a encore des gens qui, jusqu'à présent, confondent le génocide et les crimes de guerres. S'il est vrai que dans ces dernières beaucoup de victimes sont des civils, il est non moins vrai que le génocide vise également les civils, mais sur un fonds complètement différent, dans la mesure où pour qu'un génocide parfait, il faut que le ou les groupes à éliminer physiquement soient ciblés et le crime organisé, c'est à dire planifié en conséquence. Dans ce contexte, il n'y a pas de victimes de « balles perdues » comme dans le premier cas, toutes les victimes sont mortes parce qu'il y avait des raisons précises pour cela.
- Les Gouvernements des Ière et II^{ème} Républiques ont préparé le génocide et les massacres. Le Gouvernement d'Union Nationale s'est engagé à rendre hommage et à offrir une sépulture décente aux victimes des sinistres projets des Gouvernements précédents.
- Ceci ne veut pas dire que quiconque veut rendre hommage aux siens, victimes de guerres, n'en a pas le droit.
- Les procès qui ne finissent pas pour que les innocents soient libérés, que les coupables soient punis et que les victimes puissent recevoir des compensations.

Plusieurs paramètres entrent en jeu et nous citerons à titre d'exemple

- L'ignorance des procédures et du temps qu'elles peuvent prendre avant le prononcé d'une sentence
- Le grand nombre de présumés coupables du génocide
- L'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières auxquelles s'ajoute le manque d'infrastructures de base (beaucoup de locaux ont été détruits ou fortement endommagés et n'ont pas encore été réhabilités).

Le souhait le plus ardent de la population est le fonctionnement rapide des juridictions Gacaca.

▪ **La fuite des anciens dirigeants et le double langage.**

La population ne comprend guère pourquoi les dirigeants de ce pays, lorsque démis, de leurs fonctions ou appelés à d'autres tâches, préfèrent s'exiler et ternir l'image de leur Pays une fois à l'extérieur de celui-ci.

La population s'indigne également de ce que certains dirigeants, hauts cadres du pays, qui devraient normalement prêcher par l'exemple, adoptent parfois un double langage, ceci à des fins purement personnelles.

La population souhaite que le choix des dirigeants à des postes sensibles du Pays, soit méticuleux.

Les responsables doivent enseigner ce qu'ils croient eux-mêmes et le double langage doit être évité parce qu'il désoriente les gens.

▪ **Les conflits relatifs à la répartition des terres.**

En général la population accepte de bon cœur le principe de partage. D'après ce qui est sorti des réunions d'évaluation à travers tout le pays, les raisons majeures à l'origine des conflits seraient les suivantes

- La plupart des terres qui ont fait l'objet de partage appartenaient aux réfugiés de 1994 ,
- Certaines personnes qui ont reçu des lopins de terre les ont vendus presque aussitôt et ont déménagé ; preuve de ce qu'ils n'en avaient pas besoin alors que leurs anciens propriétaires ont dû faire des sacrifices énormes pour les leur céder ;
- Certains des rescapés du génocide n'acceptent pas de partager et de ce fait leurs terres demeurent intouchables ;
- A certains endroits, les dirigeants à divers échelons ont profité du partage des terres pour se tailler la part du lion.
- Seules les terres des paysans sont concernées par le partage au moment où les grandes terres appartenant aux riches et aux autorités demeurent leur chasse gardée.

▪ **La corruption au sein du système judiciaire**

Souvent le système judiciaire fait l'objet de critiques virulentes à cause de certains de ses agents qui sont corrompus, et qui font fi des lois et règlements en vigueur dans le pays.

- **La corruption au sein de l'administration locale de base**

L'opinion populaire rapporte que les échelons de base, qui en fait travaillent bénévolement, se font payer quelques pots de vin qu'ils nomment par différents noms pour qu'un observateur non averti n'y comprenne rien.

Le système devient corrompu par le fait même de vouloir chaque fois glaner quelque chose ; ceux qui n'ont pas les moyens de payer, se voient lésés dans leurs droits.

- **Les rumeurs qui distraient la population**

Les sources principales de ces rumeurs sont constituées principalement par les media extérieurs (radios, journaux, internes...) ainsi que des négativistes de tout bord opérant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Leur but est de chauffer les esprits, terroriser la population, l'inciter à être toujours sur le qui vive et l'empêcher de vaquer à ses occupations de production et ceci dans la perspective d'affamer les gens et à les soulever contre le régime.

- **Différentes opinions sur l'Association « IBUKA »**

Probablement parce que l'Association n'a pas été assez expliquée aux Rwandais, certains pensent que c'est une association dont le but est d'attiser les conflits. Le fait de comprendre que l'on puisse se souvenir pour réprimer la barbarie du passé et prévenir la récurrence est loin de faire l'unanimité.

Il en est de même lorsqu'il s'agit de comprendre que les rescapés du génocide constituent un groupe qui a été durement éprouvé tant moralement que physiquement et qu'il mérite une attention particulière et ce, de la part de tous les Rwandais.

- **Les fonds d'appui aux orphelins et aux rescapés du génocide ont été sévèrement critiqués et accusés de discrimination.**

Selon la population et à travers tout le pays, le fonds d'appui FARG ne remplit pas comme il faut ses obligations et écarterait même certains.

Quelques exemples ont été cités

- Il arrive qu'une veuve Hutu, d'un mari Tutsi ou qu'une veuve Tutsie d'un mari Hutu soient écartées alors que leurs maris ont été tous les deux victimes du génocide.
- A d'autres endroits, il arrive que la liste soit faite sur base de trafic d'influence ou de sentiments, de sorte que les bénéficiaires ne soient

plus les vrais nécessiteux mais les enfants des autorités et autres amis des agents du FARG.

- Il existe également un groupe de personnes qui, ne comprenant pas la particularité des séquelles du génocide, pensent qu'il ne faut pas distinguer les orphelins devant être appuyés par FARG et ceux appuyés par le Ministère de l'Administration Locale et des affaires Sociales, qu'il faut un seul fonds pour tout le monde et que ce fonds soit opérationnel au niveau des Districts, afin que les preneurs de décisions puissent se rapprocher de ceux qui les mettent en exécution.

▪ **Les arriérés des salaires des enseignants et leurs démissions d'office et sans préavis par le Ministère de l'Education.**

Les enseignants se demandent pourquoi le code du travail qui est appliqué pour d'autres services n'est pas appliqué à leur égard.

Ils se posent également des questions sur les raisons de retard de leurs salaires, qui fait qu'ils soient toujours obligés de contracter des dettes pour pouvoir survivre.

III.2.3. Souhaits de la population

- La promulgation rapide de la loi régissant l'usage des terres au Rwanda;
- La population doit être formée afin qu'elle puisse connaître les lois, ainsi que ses droits car elle croit que la loi est là uniquement pour punir et non pour protéger le citoyen ;
- Les fonds d'appui aux nécessiteux ne doivent pas faire montre d'une discrimination quelconque. Ils doivent appuyer tous ceux qui en ont besoin et qui remplissent les conditions requises ;
- Le fonds d'appui aux rescapés du génocide doit être utilisé à bon escient, de façon à ne pas être une source potentielle de conflits ;
- Il devrait y avoir des mécanismes de contrôle et de détection des dirigeants mal intentionnés, de sorte qu'ils soient limogés à temps, avant qu'ils ne prennent la poudre d'escampette ;
- Les médias en général, la radio Rwanda en particulier ainsi que les autorités, doivent démentir les rumeurs propagées par les médias étrangers et les mécontents du régime où qu'ils soient;
- La mise en retraite des enseignants devrait se faire en toute transparence et en toute dignité, seulement lorsque tous leurs avantages prévus par la loi sont disponibles. Ils doivent recevoir leurs salaires à temps, à l'instar des autres agents de l'Administration Centrale ;

- Toutes les institutions étatiques de lutte contre l'injustice doivent resserrer l'étau pour que la population puisse jouir pleinement de ses droits
- Les dirigeants devraient avoir un programme précis de visites à la population dont le but serait de lui expliquer le programme global du Gouvernement. ' Ceci éviterait à la population de confondre les mauvais actes posés par certains représentants du Gouvernement, du programme gouvernemental ; - Il faudrait une formation des échelons de base afin que les dirigeants à ce niveau puissent être plus efficaces ;
- Les Rwandais doivent s'atteler au travail et s'éloigner des conflits inutiles qui leur prennent beaucoup de force et beaucoup de temps.

Au cours des consultations menées à travers le pays, l'impression générale est que les gens ont de la peine à comprendre l'origine des conflits et, la part de chacun, dirigeants et dirigés dans la résolution de ces conflits.

C'est la principale raison d'être de cette journée d'évaluation, car ici, dirigeants et dirigés vont s'asseoir ensemble, débattre des problèmes de leur région, d'arrêter les stratégies d'appui aux actions positives déjà réalisées et d'éradication de tout ce qui est ou peut être considéré comme source potentielle de conflit.

La partie suivante constitue un résumé de l'évaluation du processus d'Unité et de Réconciliation nationales, à la lumière des différents rapports issus de toutes les Provinces.

IV. ANALYSE SYNOPTIQUE DES RESOLUTIONS ET DES RECOMMANDATIONS, A LA LUMIERE DES RAPPORTS DES PROVINCES

Le 23 novembre 2001, la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation a organisé une journée d'évaluation du processus d'Unité et Réconciliation Nationales . Toutes les couches sociales ont été représentées. L'objectif était l'examen des relations sociales entre les Rwandais après les tristes événements de 1994, et l'arrêt des stratégies de consolidation de leur unité.

Les Rwandais se sont exprimés librement et en général le niveau de compréhension du processus d'Unité et de Réconciliation fut satisfaisant.

Les dirigeants se sont exprimés également devant une population avide de connaître et de comprendre le programme du Gouvernement, et se sont engagés à poursuivre les explications afin de mieux élucider l'action du Gouvernement. Tous les participants se sont montrés très enthousiastes et se sont également engagés à soutenir fermement toutes les actions positives susceptibles de cimenter leurs liens fraternels.

Si l'on fait un tour d'horizon, une rétrospective dans l'histoire du Rwanda, caractérisée par une politique de discrimination dont l'apogée fut le génocide et les massacres de 1994, à l'avis de tous les participants, les relations entre Rwandais se sont améliorées d'un cran et ce qui est très important, c'est la volonté de plus en plus ferme d'aller de l'avant et chaque jour davantage. Certes, il y a encore du chemin à faire mais comme l'on dit, « Vouloir c'est Pouvoir » et « Petit à petit l'oiseau fait son nid ».

Chacun doit jouer un rôle actif dans le processus d'Unité et Réconciliation, doit éviter des sentiments qui risquent de l'aveugler et de l'empêcher de progresser dans la voie de l'édification des lendemains meilleurs. Seul le développement intégral des rwandais doit constituer le point de mire.

Sur base des conclusions des réunions du 23 novembre 2001 nous avons recueilli des indicateurs négatifs, sources latentes de conflits. Parmi lesquels nous pouvons citer :

- La population n'a pas la même perception du programme Gouvernemental. Les gens n'ont pas été suffisamment sensibilisés et essaient de l'interpréter, chacun à sa façon.
- La population ne perçoit pas son vrai rôle dans les programmes de développement. Beaucoup de personnes pensent encore que le Gouvernement fera tout à leur place.
- Des dirigeants à double langage. L'on ne sait pas ce qu'ils croient et ce qu'ils ne croient pas. Ceci désoriente la population qui, en fin de comptes ne sait à quel Saint se vouer.
- La gestion des conséquences nombreuses et variées du génocide et des massacres de 1994 reste problématique.
- L'ignorance et la pauvreté constituent de vrais obstacles au processus d'Unité et de Réconciliation.
- Des politiciens véreux qui, pour satisfaire leurs intérêts propres au détriment de ceux de la population, jouent encore la carte ethnique et sèment la discorde sur tout leur passage.
- La population n'est pas informée sur ses droits, mais l'est souvent sur ses devoirs ou ses obligations. Ceci fait qu'elle croit que la loi n'est là que pour les punir et non pour les protéger, avec pour conséquence une certaine répulsion du méfiance vis-à-vis de l'autorité.
- Des responsables qui souvent prennent beaucoup trop de temps pour prendre une décision. La population se lasse et perd toute confiance dans l'autorité.
- Le partage- des terres selon la loi de la jungle.

- La corruption et le non-respect des lois et règlements par certains agents de la justice.

Le constat est qu'il y a encore beaucoup à faire dans les domaines de la politique, de la justice et des affaires sociales en général pour que cette lueur d'espoir qui a commencé à poindre puisse s'épanouir et devenir une vraie lumière, devant éclairer les relations futures entre les Rwandais.

La population a soif d'être instruite, avec comme matériel didactique, des exemples courants dans la vie de chaque jour de la Cellule, du Secteur et du District de leur ressort. Ces enseignements doivent être des réponses à leurs vrais problèmes. Lorsque nous considérons des résultats déjà obtenus, nous pouvons dire que la plupart des Rwandais ont déjà compris que l'Unité et la Réconciliation constituent une voie obligée pour atteindre la paix et la sécurité, préalables pour un développement intégral durable.

Ils ont compris que ce n'est pas une question des seules autorités mais que tout Rwandais, petit ou grand, riche ou pauvre, est concerné par cette préoccupation et doit la faire sienne.

Ce qui est positif et à soutenir, selon les conclusions du 23/11/2001.

- Les Rwandais répriment toute idéologie séparatiste et jouent un rôle actif dans le maintien de la sécurité.
- Les enfants ont la même chance d'accès à l'enseignement secondaire et supérieur.
- Le droit à la propriété est respecté, ce n'est pas dans de vaines paroles, mais les biens mobiliers et immobiliers occupés illégalement par certaines personnes ont été remis à leurs propriétaires légitimes.
- La population a élu ses propres dirigeants sur base unique de leurs compétences et de leurs programmes d' action.
- L'enrôlement dans l'armée et la police nationale se fait uniquement sur base de volonté et de capacité des candidats.
- Les réfugiés Rwandais sont rentrés.
- Il existe une grande coopération entre les paysans, les Organisations Non Gouvernementales tant nationales qu'internationales ainsi diverses associations qui ont la promotion de l'Unité et la Réconciliation dans leurs attributions.

De façon exclusive, les participants de toutes les Provinces ont loué les efforts que les Eglises et les diverses Confessions Religieuses n'ont cessé de déployer pour épauler le processus d'Unité et de Réconciliation et les exhortent à poursuivre ces actions on ne peut plus édifiantes.

▪ **Dans leurs conclusions générales les participants s'expriment**

« Les enseignements qui appellent les gens à l'amour et la vérité, qui dénoncent le mal et enseignent la reconnaissance de la faute commise, la repentance, la demande de pardon, l'accord du pardon, la tolérance, la culture de la paix et de la sécurité de chacun, les enseignements qui visent le développement et le bien-être social des Rwandais, devraient être le refrain de chaque jour et, chaque Rwandais devrait en être imprégné ».

L'Unité et la Réconciliation ont pris racine dans la vie du Pays, il ne reste qu'à les entretenir pour que les racines tiennent d'avantage, et aillent beaucoup plus en profondeur.

Nous encourageons les Ministères, les Institutions, les Organisations Non-Gouvernementales ainsi que la Société Civile à se rapprocher d'avantage de la population, dans le but de

- Expliquer à la population les programmes nationaux de développement, les programmes et activités de développement de ces diverses Institutions afin de l'intégrer.
- Faire comprendre à la population le rôle qui est la sienne dans l'exécution des programmes ci-haut mentionnés.
- Le Ministère de l'Education devrait accélérer les programmes d'éducation civique dans les écoles primaires et secondaires pour qu'ils puissent aider la jeunesse à mieux comprendre et à mieux aimer sa patrie, à comprendre les droits et les devoirs d'un citoyen, avec à l'avant plan la politique du bon voisinage, de la tolérance de la complémentarité, de la paix et l'amélioration du bien être social.
- Que la presse descende sur les collines avec l'intention d'informer et de former la population sur différents aspects et que celle-ci participe activement aux programmes de la presse.

▪ **Des conclusions spécifiques, il ressort des souhaits suivants**

- Soutien aux juridictions Gacaca et en faire un vrai catalyseur d'Unité et de Réconciliation
- Préparation de la population à recevoir ceux qui actuellement en prison seront libérés soit par les tribunaux ordinaires ou par les juridictions Gacaca et préparer ceux qui seront libérés à une réintégration sociale en douceur.
- Accélérer les programmes d'appui aux groupes marginalisés et/ou oubliés.
- Demander à l'Assemblée Nationale d'accélérer et d'adopter la loi relative à la lutte contre la corruption et contre tout ce qui s'y rapporte.

- Les hauts responsables du pays devraient être triés sur le volet et régis par un code de conduite.
- Un fonds de compensation des victimes du génocide serait d'une grande importance et appuierait inéluctablement la justice dans l'exécution des sentences en rapport avec le génocide et les massacres de 1994.
- Poursuivre le programme des Rwandais de la diaspora, continuer à les intéresser à retourner dans leur pays.
- Accélérer le Programme National de Lutte contre la Pauvreté afin de rehausser le niveau de vie des Rwandais et d'améliorer les conditions sociales en général. La participation de la population est une condition irréversible.
- Le recrutement des agents sur concours est un pas satisfaisant mais le système doit être amélioré, dans la mesure où pour cette besogne, il faut des experts en la matière, ce qui n'est apparemment pas encore le cas. Il faut que les critères de sélection, ainsi que le programme soient connus à temps. Les résultats doivent être affichés en un endroit public.
- La loi régissant l'utilisation des terres devrait être accélérée parce qu'elle est susceptible de contribuer énormément à la résolution des conflits, surtout ceux relatifs au partage des terres.

V. CONCLUSION

Les facteurs négatifs susceptibles de créer ou de raviver les conflits sont surtout basés sur l'injustice, la conduite et la façon de travailler de quelques dirigeants ainsi que l'ignorance des programmes gouvernementaux de développement.

Les raisons d'injustice telles que : la corruption, le favoritisme, la répression, le partage inéquitable des terres etc. devraient être suivies de près par les institutions habilitées.

La population doit être mise au courant et sensibilisée sur tous les programmes gouvernementaux de développement afin qu'elle puisse distinguer des actes individuels posés par un fonctionnel de l'état, des programmes du gouvernement.

De ce que nous venons de dire, il ressort que si effectivement la population n'est pas au courant des actions du Gouvernement, elle ne pourra pas évaluer le progrès fait et ne pourra en aucun cas connaître les problèmes auxquels le Gouvernement peut être confronté dans la réalisation de ses programmes.

Lorsque la population n'est pas informée des programmes de développement qui sont préparés pour elle et s'il n'existe de cadre d'échanges avec les autorités, ceci peut être une source de conflits.

Une participation active de la population dans la gestion des programmes relatifs à sa vie quotidienne changerait énormément son niveau d'appréhension des problèmes du pays et la façon de les résoudre.

De fil en aiguille, ce qui était considéré comme source de conflit pourrait devenir une nouvelle base d'Unité et de Réconciliation.

Les dirigeants tant du secteur privé que du secteur public devraient comprendre que tout acte qu'ils posent est suivi de près par la population et engage automatiquement les institutions qu'ils représentent.

C'est pour cette raison qu'ils doivent être exemplaires en toute chose, afin de préserver la confiance de la population dans son Gouvernement.

Chaque échelon administratif, à partir de la Cellule jusqu'à l'échelle nationale, représente le Gouvernement. Chaque responsable à chaque niveau doit user de son autorité à lutter contre l'injustice.

Il est parfois déconcertant de constater que dans certains Districts, la population se lamente des injustices qui lui sont infligées par des autorités locales et se demande si le Gouvernement existe réellement.

Le Rwanda est un état de droit, tout le monde est égal devant la loi et il n'est pas concevable qu'une poignée de personnes puisse se constituer « hors-la-loi » et demeure impunie.

- La population doit apprendre ses droits, dénoncer la corruption au lieu d'en être des victimes permanentes, parce que à son insu, elle est entrain d'acheter ses droits.
- Les dirigeants de base qui harcèlent ou persécutent les gens devraient être dénoncés publiquement. Ils ne doivent pas être protégés ; bien au contraire, ils devraient être limogés par le peuple d'autant plus que c'est lui qui les a élus.
- Les paysans doivent être formés à la culture de la tolérance et de la vérité.
- Certes le chemin de l'Unité et de la Réconciliation est long, mais il n'est pas impraticable. Il ne peut y avoir un patrimoine que nous pouvons léguer aux enfants, aux petits enfants et aux arrières petits enfants, plus grand que la paix, la sécurité et le développement durables, qu'eux-mêmes pourront transmettre à leur progéniture.
- Si tout rwandais, de toute condition, où qu'il soit, à temps et à contre, temps, contre vents et marées, comprend qu'il fait partie du voyage et qu'il s'agit d'un voyage en équipe, s'il comprend qu'il ne lui servirait à rien de faire cavalier seul, il ne fait pas l'ombre d'un doute: l'Unité et Réconciliation arriveront au galop au Rwanda et les conflits, la suspicion, la haine, la discrimination, les intrigues et toutes les

sources des malheurs qui, pendant des décennies ont endeuillé le Rwanda vont aller en se rétrécissant comme une peau de chagrin et ne constitueront bientôt que des soubresauts d'un vieux cauchemar.

IN english

**REPORT ON THE EVALUATION OF NATIONAL UNITY
AND RECONCILIATION
23 November 2001**

PREFACE

I.	INTRODUCTION.....	4
II.	REMARKS OF HIS EXCELLENCY, Paul KAGAME, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC.....	5
III.	NATION WIDE CONSULTATIONS ON UNITY AND RECONCILIATION APRIL-JUNE 2001.....	9
	III. 1. NATURE OF CONSULTATIONS	9
	III.2. OUTCOMES OF CONSULTATIONS.....	11
	III.2.1. INDICATORS OF HARMONIOUS COEXISTENCE.....	11
	III.2.2. INDICATORS OF DIVISIONS.....	14
	III.2.3. GENERAL RECOMMENDATIONS OF THE POPULATION.....	17
I.	GENERAL ANALYSIS OF THE ISSUES AND SUGGESTIONS BASING ON RESOLUTIONS FORWARDED FROM PROVINCES ON NOVEMBER 23 rd , 2001.....	18
V.	CONCLUSION.....	21

PREFACE

After a history characterised by divisions amongst Rwandan people; which culminated into April 1994 genocide, the Government of national unity considers unity and reconciliation as the only right way to ensure security and peace, source of long-term development of our country.

It is in this vision that the National Unity and Reconciliation Commission was set up with the following mission:

1. Serve as a forum for Rwandan people of different categories to exchange on their problems and find solutions in truth, freedom and mutual understanding.
2. Seek all possible ways of fostering spirit of patriotism amongst Rwandan people so as for every one to feel proud of being a Rwandan citizen.
3. Support all initiatives aiming at uniting Rwandan people and improving their social welfare.

Since its inception two and a half years ago, the National Unity and Reconciliation Commission endeavoured to implement its mission through organising consultations aiming at encouraging full participation of the population in this drive of unity and reconciliation.

Well before the colonial era unity amongst Rwandan people was effective. Hutu, Tutsi and Twa were all Rwandans on an equal footing, that Rwanda was a common country for them all and no group could prevail over others in terms of citizenship claims.

In order for Rwanda to recover its essence, the National Unity and Reconciliation Commission considers that Rwandan people need to make a thorough self-assessment and reconciling with their own conscience as Rwandans and discuss truly and openly about their cohabitation.

It is in this very scope that unity and reconciliation evaluation day was organised on November 23rd, 2001.

The National Unity and Reconciliation Commission hereby extend their gratitude to all who contributed to the success of these consultations, especially to rwanan people who turned up massively, to facilitators as well as to donors mostly The Federal Republic of German who played a leading role in funding grassroots consultations, the evaluation day, and the reports through the NURC-GTZ Project Crisis Prevention Support to the National Unity and Reconciliation Commission. They also owe special thanks to His Excellency the President of the Republic who attended personally the Evaluation Day and outlined the principles on which must rest the coexistence between Rwandan people. No doubt that a great deal of achievements in the line of unity and reconciliation have been recorded to date and should add to the pride of all Rwandan people, therefore requiring their full support.

NDANGIZA FATUMA
Executive Secretary

INTRODUCTION

The mission of the National Unity and Reconciliation Commission includes bring together Rwandan people of all walks of life to exchange on their coexistence and ways of promoting their unity.

This makes reference to the Parliamentarian Law no. 03/99 of March 12th, 1999 setting up the National Unity and Reconciliation Commission, especially in its Article three; which stipulates: "organise and oversee national public debates aiming at promoting national unity and reconciliation of Rwandan people".

The Commission organised a series of consultations in a bid to give a floor to Rwandan people to discuss and exchange on the ways of fostering their coexistence. Debates on history of cohabitation of Rwandan people and the role of the population in good governance have been held across the country in order to help the participants to adopt attitudes towards improving coexistence of Rwandan people.

Basing on the recommendations of the National Summit on Unity and Reconciliation that urged the Commission to work closely with the population on the grassroot level, the National Unity and Reconciliation Commission organised consultations on the current social relations amongst Rwandan people. This series of consultations have been sanctioned by a Unity and reconciliation Evaluation day that brought together the population and their leaders on each provincial level.

Through transparency, the population and their leaders had an opportunity to exchange on the recommendations from different consultations on provincial level, clarifications were provided and a number of resolutions were taken in order to strengthen harmonious coexistence amongst the population of the province.

This report; which entails recommendations adopted by the population sheds light to the indications of the current status of coexistence of Rwandan people as well as measures taken for the smooth way to unity and reconciliation for the betterment of every Rwandan.

II. SPEECH OF HIS EXCELLENCY, Paul KAGAME, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC ON NOVEMBER 23rd , 2001 AT KIBUYE

- Excellencies,
- Rwandese,
- Friends of Rwanda,

I greet you and wish you peace.

I first of all wish to express my thanks to the National Unity and Reconciliation Commission for having invited me to attend this function. May I also thank the Rwandan people across the country who responded to the call and attended consultations that are coming to close to day.

It's a rather good idea to have thought about evaluating our efforts towards achieving unity and reconciliation. The Government of National Unity is now seven years old and the National Unity and Reconciliation Commission has made two years of existence.

Therefore, evaluation as it's the case to day is just necessary. I wish to take this opportunity to dwell on some issues though raised by other various speakers.

FIRSTLY

I want to refresh our minds just in some highlight on how discrimination came to be the government policy of different regimes as they succeeded each other in Rwanda.

- Before colonial era: kings and their entourage were coming only from predetermined families. As time came to pass, this brought about divisions and discrimination.
- During colonial era: colonial masters and religious preachers capitalised on "divide and rule policy". In their sermons, they developed that Rwandan people are divided into distinctive ethnic groups, insisting that one group is naturally more intelligent than others and therefore has to rule over the rest. However, time came to pass when they made up their mind that the group -that had been thought of being less intelligent was being oppressed and that it should rise up and liberate itself. This is how ethnic groups came to be marked into identity cards. The discrimination along ethnic group line has been more evident mostly in schools and in the leadership. It's from the colonial rule that sprouted antagonism between Hutu and Tutsi.
- During first and second Republic government: Rwanda recovered its independence and was destined to be governed by the nationals. Discrimination and division of Rwandan people came at the forefront of governance policy. This was built on in schools, public and private sectors.
- During genocide: this has been the climax. The government decided to exterminate one part of Rwandan population as well as all those who had not been in favour of its extermination policy. Unity of Rwandan people got severely damaged.

SECONDLY

Allow me to talk about achievements of the Government of National Unity since it was set up. As we are all aware, the Government made it a top priority every effort to unite Rwandan people. There has been a sustained sensitisation of Rwandans for harmonious cohabitation.

This has been underlined mostly through speeches of leaders at different levels. It has also streamlined through Ingando that had been organised across provinces. National radio and television made it a policy in their programmes.

- There are concrete actions that are specifically aiming at strengthening unity of Rwandan people. These include:
 - Setting up administrative structure inclusive of all Rwandan of different background,
 - Repatriation of refugees,
 - School admission according to grades attained,
 - Recruitment in the national army and police forces is open to every Rwandan willing and according to individuals' ability,
 - The national army is made of the former belligerents (Ex-FAR and Inkotanyi armed forces)

- Another concrete example that I wish to share with you is that many Rwandans are now convinced that there is no interest to be divided.

This has been mostly the case in the following positive reactions:

- Resisting infiltrators and their ideology,
- Turning up massively in the local elections without discrimination,
- Turning massively in elections of Gacaca jurisdiction structures.

THIRDLY

A point I want to comment on concerns issues that call to our attention as far as we are to foster unity and reconciliation:

- I call to every Rwandese and friends to support Good Governance in this country. First of all, leaders at different levels ought to adopt a good culture of transparency, accountability and always be people's interests minded. Good Governance also goes hand in hand with fighting against injustice; which involves everyone, supporting justice and truth, resisting any sort of ideology and actions that are likely to divide Rwandan people.

- Another problem that we should bring to the attention of Rwandan people is "poverty". Defeating poverty remains yet another way of strengthening unity and do away with conflicts.

FOURTHLY

My fourth contribution is in regards with measures that need to be taken. Certainly, there's a number of measures to be adopted, but allow me to share with you the following:

- Firstly, we shall have to continue clarifying some issues that some people misrepresent willingly,

- Secondly, live up to good ideas and ward hard as I've mentioned it earlier on.

As far as clarifying some issues that some people interpret according to their own interests, I would like to highlight the following examples:

First example

There's an issue of people who died during the war, on the battle fields, which issue some tend to extrapolate for their personal ends hence confusing the population arguing that these victims have not been reburied in dignity. Rwandan people have to remember that Interahamwe and Impuzamugambi militia as well as Ex-FAR drew civilian population into the battle against the so-called enemies who had invaded Rwanda.

Second example

Some people say that the National Fund for Assistance to vulnerable genocide survivors is a way of discriminating Rwandan people. This is groundless indeed.

The Government decided to specially assist vulnerable genocide survivors because they fell victims of a bad governance of previous regimes. On the other hand however, the Government has never forgotten other needy cases and mechanisms of assisting them have been set up through department of social affairs.

Third example

Land sharing is another misrepresented issue. It should however be clearly understood that this process requires full participation of the population and draw from the culture of cooperation.

The problem is likely to be created by some ill-willed people who want to take advantage of the issue for their own interests, be they political or intention of accumulating properties. It may also come from corrupt manners of leaders.

The Government of the National Unity can never condone injustice.

Fourth example

Lack of understanding of the resettlement policy. Some critics say that it's a way of dividing people and oppressing others. This is not the case of course. This policy aims to change the settlement system of Rwandan people; which will set apart settlement sites and sufficient land for enough production; hence ending disorderly land use.

Some people mislead the population about this land use policy fuelling their reluctance; hence derailing them from development.

Fifth example

There are some injustices against the population that are brought about by corrupt manners of the leaders. There are also other voices that hold the government accountable for division and corruption.

The Government can never overlook such malpractice. Every one is therefore called upon to fight against such impropriety and dare denounce publicly the culprits.

Sixth example

There's yet another issue of relying on the rumours and spreading them. I hereby call upon leaders on different levels and those in the media to investigate and explain and report, but the truth. Refrain from spreading false information; which discourages and diverts the population from going about chores to improve their social welfare.

I have highlighted these examples to remind ourselves that clarifying what seems to be misinformation remains an important contribution to the promotion of unity and reconciliation.

One of the measures that I have mentioned earlier and which I want to stress is to translate into concrete actions our good ideas. People should go beyond contributing good ideas. It's more than time to put them into practice. This calls us to work and fight against poverty and its effects.

Excellencies,
Rwandese,
Friends of Rwanda,
People of Kibuye,

I wish to close my speech by thanking once again all those who played a role in organising these consultations; which resulted into this day for evaluation of our effort towards building national unity and reconciliation.

I am grateful indeed for the recommendations drawn and it's a challenge for us all to implement what we have agreed upon. I also want to end my remarks by yet another thing that needs our utmost attention.

Today we have met in this stadium of GATWARO, in Kibuye town, where many people lost their lives during the genocide. To have gathered here on this very day when we assess our progress towards re-building our unity and reconciliation is a clear indication of goodwill in rehabilitating and building our country.

I then hereby declare closed the ceremonies of Evaluation day of Unity and Reconciliation and call upon Rwandan people to continue on this path way of Unity and Reconciliation.

Thank you and Peace be with you.

III. NATIONWIDE CONSULTATIONS ON UNITY AND RECONCILIATION: APRIL- JUNE 2001

In the aftermath of the 1994 genocide; coexistence of Rwandan people which had been already crippled, turned sour and reigned a climate of mistrust, suspicion, sidelining and all sorts of oppositions between people.

In its various programmes to help Rwandan people to recover their unity, the Government of Unity has scored a lot on which must rest hope for the future. It's in this drive that consultations have been organised so that indications on coexistence between Rwandan people can be identified in order to promote good indicators or otherwise set right what is still wanting whilst resisting all sources of divisions.

In all provinces countrywide, exception made on of Gisenyi; which was undergoing security problems when these consultations were underway, population estimated at 21,553 contributed ideas and recommendations on how to achieve unity and reconciliation.

III. 1. NATURE OF CONSULTATIONS

III.1.1. Objectives

These consultations aimed at establishing indications of harmonious coexistence, roots of divisions as well as measures to be taken to strengthen harmonious coexistence while resisting all sources of divisions.

The National Unity and Reconciliation Commission as well as the leadership of the country will work out new strategies basing on indications identified so as for the convenient path way to unity and reconciliation to continue to be embarked on by Rwandan people

III 1.2. Methodologies

Consultations consisted of open discussions amongst participants in order to achieve their objectives. Facilitators gave floor to the population who spoke out their mind while contributing their ideas.

Before starting these consultations, a three day training on mobilisation and moderation focus group discussions was organised. This training, which took place on March 14th to 16th, 2001 at Kabusunzu brought together the National Unity and Reconciliation Commission staff from the co-ordination and provincial levels as well as two honest people "Inyangamugayo" from each Province to help the National Unity and Reconciliation Commission to facilitate these discussions.

III.1.3. Objectives of Consultations

The specific objectives were:

- Understanding mobilisation and how it is done,

- Understanding communication and its principles,
- Understanding channels of communications,
- Understanding group dynamism technics,
- Understanding group leadership and establishing rapport.

This training used DELTA method (Development, Education, Leadership Teams in Action); which consists of encouraging trainees involvement whilst building on their basic skills.

III.1.4. Participants

In order to get enough and concrete indications of true picture of coexistence of Rwandan in Districts, a sample group of up to 300 people was selected. It was made of:

- Executive committee members of Sector,
- Executive committee members of Cell, - Teachers,
- Religious associations,
- Honest people "Inyangamugayo",
- Vulnerable people,
- Educated and uneducated youth,
- Women's associations

III.1.5. Facilitation of Consultations

Facilitators proved to be highly skilled in initiating and analysing focus group discussions. Though facilitators were to guide discussions, they had to refrain from interfering with freedom of discussants.

Among other requirements of facilitators include:

- Respect of participants; which fosters confidence in them on behalf of the participants,
- Lead discussions,
- Demonstrating discussion logic; but without imposing it as a model,
- Collaborate with others as far as possible in order to reach a compromise and as and when need arises.

A facilitator needs to be a person of logic commanding confidence from the discussants.

Making use of their experience, facilitators tried to summarise and clarify ideas of the discussants. However, they always had to refrain from distorting participants' ideas or criticising them because people were developing their ideas purposefully.

III.2. OUTCOME OF CONSULTATIONS

Participants exchanged on coexistence of Rwandan people in three key areas and identified the following:

- Indicators of harmonious coexistence,
- Indicators of divisions and their origins,
- General recommendations

On the national level, the outcomes of consultations; which depict the true picture of the current coexistence between Rwandan people can be summarised in the following points:

III.2.1. Indicators of harmonious coexistence

□ Students have equal chances in schools

In Rwanda, admission in schools used to be made by pre-established quota according to ethnic groups and regions. It was also believed that a child from a poor background could not secure admission unless those from affluent families or leaders have been already served.

Currently, students are promoted on the basis of grades scored during exams. Admission to university and other higher learning institutions is automatic to those who achieve required grades and those below the line never feel cheated. The National Examination board is congratulated for giving all students equal chances. In general, teachers have understood the education policy; which capitalises on the students' ability and strive to adhere to it.

□ Resisting and denouncing sectarian ideologies, resisting and denouncing infiltrators in their invasion of the country and unity of Rwandan people in maintaining security.

This has been testified through the local elections, collaboration in maintaining security, freedom and full complementarity without suspicion in the activities that bring together Rwandan people, disassociating themselves from the infiltrators attacks as well as supporting national army in fighting them and sensitising them to abandon the futile war aiming at dividing people in order to return in peace as it's the policy of the Government of National Unity.

□ A big number of Rwandan refugees were repatriated

The Government of Rwanda managed to repatriate its citizens when the International Community had failed to do it. This will allow Rwandan people to join their efforts together in order to build their country. Rwandans who returned from exile received a warm welcome and were reintegrated in their properties and in their job positions according to individual competence.

It is worth recalling that the doors remain open to whoever wants to return in the country and at any time.

□ Former belligerent forces form a national army

Previous regimes which were ruling the country by "divide and rule" principle had made the national army the privilege of one ethnic group.

The Government of National Unity has strongly condemned divisions among Rwandans and invites all those who are capable to join the army forces. It's in this respect that the current National Army is made of former belligerent forces who are recruited on capability basis. The National Army has established very good relationship with the population in order to safeguard the national security.

□ **Orphans have been re-integrated in families**

One of the effects of the genocide was a big number of orphans who were taken into different orphanages after the war. Rwandan people made a tremendous step and understood that a Rwandan child had a right to life and education regardless of the child's ethnic background nor of his/her foster family. Children who were in the orphanages care got foster families.

The Government of National Unity initiated various programmes to assist vulnerable groups. These programmes include:

- The National Fund for assistance to vulnerable genocide survivors,
- The fund for assistance to orphans and the most vulnerable groups, which is managed by the Ministry of Local Governance and Social affairs.

□ **Properties illegally occupied were returned to their owners**

In a bid to establish equity amongst the population and in the respect of human rights in as far as rights to property ownership is concerned, properties belonging to returnees and those who were in the country; which were illegally occupied, were returned to the owners.

□ **Free and transparent local elections were organised**

Free and transparent elections were organised and the population elected their leaders only in consideration of what they expect from them. Rwandans turned up massively and exercised freely their right to vote without any sort of sectarianism.

□ **Setting up Gacaca jurisdictions which will help rebuild confidence between Rwandan people**

In order to eradicate the culture of impunity and in a bid to institute justice conducive to reconciliation the Government of Rwanda got inspired by a traditional justice system, taking into account mutual trust, unity and reconciliation of Rwandan people. This was due to the fact that our prisons are overcrowded full of genocide suspects that neither the national nor international judicial systems can cope and make trials in due course.

□ **No more ethnic background mention in identity cards**

According to the governance sectarian policy every Rwandan was required having an identity card, which mentioned his/her ethnic background and region of origin.

This card could be presented whenever requested for the bearer to get special favours.

Currently there is no more ethnic mention in identity card as it serves no purpose for the owner. Identity is no longer used as a tool for allowing special favours or discrimination as it used to be in the past. To be Rwandan is the only consideration, which confers to everybody rights and role in the management of his/her country.

□ **Various commissions were set up to improve the social welfare of the population**

The Government of National Unity has spared no effort to improve the social welfare of the population, to strengthen Unity and Reconciliation of Rwandan people and to eradicate source of injustice. It's in this regards that the Government set up different commissions and institutions to support its initiatives. These include:

- The National Commission for Human Rights
- The Constitutional Commission
- The National Electoral Commission whose mission is to strengthen Democracy and Good Governance
- The Unity and Reconciliation Commission, which has the mandate to serve as a forum for Rwandans to exchange on Unity and reconciliation and ways of fostering their harmonious coexistence and the social welfare
- The Poverty Reduction Commission
- The Demobilisation and reintegration Commission
- The HIV/AIDS Commission
- The special instance in charge of Gacaca jurisdictions within the Supreme Court
- The General Auditor's Office whose task is to monitor the management of public funds • The National Tender Board
- An office in charge of Competitions for Civil Servants
- The National Examination Board
- The Rwanda Revenue Authority, RRA
- The Anti-smuggling department was set up to fight against corruption and tax evasion • The office of Private Investment
- Etc.

□ ***Job positions are given on the merits basis through competitions***

□ ***Members of the National Army and the Police forces are recruited on a voluntary and capability basis***

□ ***Law guaranteeing women's rights to inheritance and succession was enacted.***

- This law was implemented in order to fight against gender discrimination.
- Structures of Youths and women were set up in order to cater for these categories of the population and to allow them to have access in decision-making instances.

III.2.2. Indicators of division

❖ **Infiltrators' activities from different countries whose aim is to destabilise the national security**

Although inside the country Rwandan people have been fighting the sectarian ideology by opposing infiltrators' operations, there is yet another genocide plan through the war currently being prepared outside Rwanda.

Most of these operations are particularly found in the Democratic Republic of Congo, where Interahamwe and Ex-FAR, are being trained and rearmed to destabilise the country. They launched various military operations and found that the sectarian ideology is outdated, hence failing to get any support from the population.

The Government of National Unity keeps on sensitising Rwandan community still in exile to peacefully return and to join in the construction of their country. However, there are still "hard liners" who are still determined to rage unjust war. There are also some corrupt politicians whose aim is to create confusion amongst the population by spreading sectarian and hatred ideologies, through speeches and in their publications. It is obvious that to some politicians the root of sectarian ideology is still strong.

❖ **Some people are not keen to participate in the re-burial ceremonies of genocide victims and in different activities organised during the national mourning week**

This is a clear indication that some people have not understood that the 1994 atrocities are a common tragedy for all Rwandans.

The fact of considering that these atrocities regard only one ethnic group of the population shows that the other group was not concerned by what happened in Rwanda. This creates an atmosphere of mistrust amongst Rwandan people; which is hampering unity and reconciliation process.

In addition to that, some people do not make any difference between genocide and other crimes committed during the war in which civilians were forcefully involved and killed. The death is the same but the cause of that death is quite different.

The First and the Second Republic prepared the genocide.

The Government of National Unity is determined to remember and to bury in dignity victims of cruelty of preceding governments. However, this does not mean that whoever has lost his/ her relative during the war cannot bury him/her in dignity and that war crimes will go unpunished.

❖ **Slowness in genocide cases trials. Some of the genocide suspects might be innocent and courts' verdicts are not executed to compensate the victims**

This comes from misunderstanding of judicial procedures. Others seem to ignore the big number of genocide suspects currently detained in different prisons and jails across the country. More to that, the Rwandan judicial system lacks enough resources (equipment, human, etc.).

The general recommendation to that situation is to implement Gacaca jurisdictions as soon as possible.

❖ **Authorities in high positions going into exile and their confusing talk**

The population does not understand the reason why some high authorities flee the country when they are no longer in their positions. They neither understand why these authorities blackmail the country when they reach exile.

Furthermore the population says that some of the high authorities who are supposed to be the role models are teaching what they are not convinced of. They are serving their personal interests.

Therefore, Rwandan people recommend that high authorities should be chosen carefully and that they should be teaching what they are convinced of as their change of talk can only sow confusion into the population.

❖ **Land sharing process and related conflicts**

Though Rwandan people basically are not against the land sharing process, the implementation resulted into some problems. In most cases these problems were caused by:

- In many regions, lands shared belonged to those who had gone into exile in 1994.
- Some people who had received lands during the sharing process sold them off and moved to other places. It is obvious that they had been given the lands when they were not in need of them despite the sacrifice paid by their counterparts in accepting to share with them.
- Some of the genocide survivors do not accept the land sharing process, hence, they do not feel concerned by the process.
- In different areas, some authorities took advantage of the land sharing process and reserved themselves big shares.
- The land sharing process is only done on small lands belonging to poor people. Big properties of well-off people are not considered by the exercise.

❖ **Corruption in judicial system**

People are losing confidence in justice due to some corrupt judicial officials

❖ **Corruption in local instances is the source of injustice**

Some local leaders have no monthly salaries. To earn their living, they ask for bribes, which were given different names to show that it is not a kind of corruption. This leads into misuse of their positions as local authorities expect some returns from people they are supposed to serve. Therefore, some people become victims of injustice when they have nothing to offer or else are deprived of their small properties.

❖ **Rumours which confuse the population**

These rumours result from wrong explanations published by the international media. There are also some very sensitive interviews of high authorities explaining why they went into exile and their hostile plans against their country.

❖ **Misunderstanding about "IBUKA" association**

Some people consider IBUKA as an association aimed at strengthening divisions amongst Rwandan people. This is due to the fact that some Rwandan people have not got enough explanations about the raison d'être of this association. It has never been understood that people have to remember in order to criticise, to denounce and to ensure that the genocide never happens again in Rwanda.

It has never been understood how much genocide victims have been psychologically and physically affected by the atrocities committed against them and that they need particular attention to which all Rwandans have moral obligation to contribute.

❖ **Segregation in Funds to assist genocide orphans and widows**

This segregation is noticed on following points:

- Some people are ignored by the National Fund for Assistance to genocide survivors although they are all victims.

Examples:

- In some cases, a hutu widow who had married a tutsi or a tutsi widow who had married a hutu and their orphans are not catered for though their husbands were killed during the genocide.
- Sometimes the Fund assists only those who do not need assistance and the needy ones are put aside. This is mainly due to corruption prevailing in the Fund management, especially in selecting beneficiaries.
- Those who still do not understand the specificity of genocide effects say: "Widows and orphans are all equal. There should be only one Fund to cater for all without distinction. The Fund should be operating in Districts to allow decision-making instances to work closely with executive structures. According to them, it is absolutely unbelievable to make a distinction between the National Fund for Genocide Survivors and MINALOC Fund".

Other problems listed include:

- Teachers' salaries arrears and dismissals without notice

Teachers complain saying:

- Why the rules and legislation governing the labour are not applied for teachers?
- Why are we dismissed without notice?
- Why are not we paid on time?

III.2.3. General recommendations from the population

- The law on land should be enacted as soon as possible
- The Rwandan people should be sensitised on laws, so as to be protected by them instead of facing them only when one is in courts.
- Funds to assist vulnerable groups should fulfil their mandate without any kind of discrimination.
- The Fund for the genocide survivors should be well managed to avoid divisions amongst Rwandans.
- Bad leaders should be identified and dismissed in due course. They should not be denounced only when they have gone into exile or when they retire.
- Radio Rwanda and leaders should be denouncing as quickly as possible rumours published by international media or by individuals.
- Teachers' contracts should be terminated in transparency and dignity. This should be done in respect of the labour law. Teachers should be getting their salaries on time like other civil servants.
- Government institutions should add more efforts in working closely with the population to fight against injustice.
- Leaders should make regular visits to the population to explain Government policies. These visits will help the population not to continue to be confused with malpractice some so-called government representatives.
- There should be local institutions capacity building to help them to better fulfil their tasks.
- Rwandan people should work hard and put aside sectarian backwardness which are time consuming.

It has been noticed that sources of most of the sectarian problems are based on misinformation and failure of both leaders and the population to play their role in solving these problems.

That is why a Unity and Reconciliation Evaluation Day was organised to allow leaders and the Population to set up strategies for strengthening progress made so far and to assess obstacles to harmonious coexistence of Rwandans.

The following part is about a report on outcome of various consultations held on November 23rd, 2001, which were aimed at evaluating the progress of Unity and Reconciliation process in the country. This was compiled from reports of consultations held in different Provinces.

V. GENERAL ANALYSIS OF PROBLEMS AND RECOMMENDATIONS FROM DIFFERENT PROVINCIAL CONSULTATIONS HELD ON NOVEMBER 23rd, 2001

On November 23rd, 2001, the National Unity and Reconciliation Commission organised different meetings on Unity and Reconciliation process throughout the country. Different categories of Rwandans participated in those consultations to assess the progress made so far in the field of social relations and coexistence of Rwandans.

The population took advantage of these consultations to voice freely their ideas; which are indicative of their current views in this respect.

Authorities in all instances of the country also participated in these consultations and sufficiently clarified issues raised and took strategies of keeping on explaining to the population issues which are still unclear in a bid to promote good achievements in the field of social relations and good coexistence of Rwandans.

Consideration history of the cohabitation of Rwandan people and unspeakable 1994 genocide, participants noted the apparent progress in as far as social relations and good coexistence of Rwandans and a will to improve still more although the way towards effective Unity and reconciliation is still long.

Everybody must be felt called upon to play his part in building unity and reconciliation process. Biased feelings should be fought and the social welfare of all Rwandans should be put in the frontline.

Following the recommendations from consultations held on November 23rd, 2001, amongst the obstacles against effective social relations and good coexistence of Rwandan people, we can mention:

- Misunderstanding of Government policy. This is caused by lack of clear explanations that are given to the population by some officials who misinterpret government policy.
- The population has not understood their role in various important activities. They expect everything from the Government.
- Top officials who are negative role models who have double talk. It's hard to know their exact position, hence sowing confusing in the population.
- Various effects of the 1994 war and genocide.
- Poverty and ignorance.
- Corrupt politicians who are still convinced that they need to use ethnicity and regionalism to achieve their ambitions. So they create divisions and put aside Rwandans' interests.
- Laws which are not clarified to the population to inform them about their rights, so that they can understand that laws are to protect them and not to oppress them.
- Slowness of authorities in solving problems of the population; which leads into the loss of confidence in the Government.

- Problems of land mainly resulting from a selfishness and lack of land legislation.
- Lack of confidence in judicial system due to the mischievous behaviour of their representatives who are corrupted.

In summary, it has been noticed that there is a lot to be done in political, judicial, social domains in order to foster good indicators of hope for a better future on which must rest harmonious coexistence of Rwandan people.

Furthermore, the population still needs life skill training focusing on their daily life experience in their respective Cells, Sectors and Districts.

This training should be a response to the real problems that they are facing.

According to the achievements so far, it's obvious that most people have already understood that harmonious coexistence remains the only pathway to peace and security; source of long term development. Also it was evidenced that it is not only the government business, but everybody should feel called upon to search for harmonious coexistence no matter young or old, poor or rich.

Consultations held on November 23rd, 2001 pointed out following recommendations which need further consideration:

- The Rwandan people are totally opposed to sectarian ideology and would like to be involved in different activities to safeguard the national security.
- Rwandan children have been given equal chances to education.
- Principles of rights to property have been respected. Properties that were illegally occupied have been returned to the owners.
- The population elected their leaders in consideration of their competence and plans for the Rwandan society.
- Rwandan people have equal chances to joining the National Army and Police forces.
- Rwandan refugees were repatriated.

There is a strong collaboration between the population, NGOs and associations in the process of improving unity and reconciliation. In particular, participants in the consultations thanked the initiatives of churches and other religious based associations for their role in unity and reconciliation process They recommended that these initiatives should be strengthened and extended over to more other different part of the country.

As a general recommendation drawn from various consultations held in all provinces of the country, the population insisted that:

"Teachings appealing to people for love and truth, denouncing wrongdoing and encouraging people to apologise, defeating spirit of vengeance while fostering tolerance, promoting the culture of peace and personal security, promoting development and the social welfare of all Rwandan people should be regularly organised".

Unity and reconciliation seeds are already grounded in all fields of the life of country and we still need to entertain them to grow and prosper.

We are calling upon ministries, various institutions, associations and organisations to go down close to the population in order to:

- Explain development programmes of the country and those of organisations and associations, so that the population can become stakeholders in these programmes;
- Sensitise the population on the role they should play in those programmes, so that they can have a sense of ownership;
- The Ministry of Education should speed up the process of including civic education in primary and secondary schools curricula. These lessons will cultivate amongst the youths a patriotic spirit and help them become aware of their rights as citizens and their obligations in promoting the culture of good coexistence, tolerance, complementarity, peace and the social welfare.

Media should reach the population in order to inform and educate them. They should initiate different programmes in which the population should be involved.

The specific recommendations drawn from various consultations held on November 23rd, 2001 include:

- Speeding up Gacaca jurisdictions set up; which are expected to work for the betterment of good coexistence amongst Rwandan people.
- Preparing the population for harmonious coexistence with those who will have been acquitted by ordinary courts or Gacaca jurisdictions and sensitise detainees on good coexistence with the population in villages once they will be released.
- Speeding up the setting up of development programmes for the most vulnerable groups.
- The National Assembly should to speed up the Law against Corruption and other related offences.
- Officials in high instances should be chosen with care and Leader's code of Conduct be put in place.
- A Compensation Fund is highly needed, as it could help judicial systems to execute verdicts of genocide trials.
- Campaigns to sensitise Rwandan refugees on voluntarily repatriation should continue.

- Promoting the welfare of the population by strengthening the National Poverty Reduction Programme and involving the population in its activities.
- Competition for job position is a step to be appreciated and should be improved. They should be organised by experts in transparency. Specifications required for various positions should be clarified on time and results be known to the public.
- The Law on Land should be enacted as soon as possible as it will solve some conflicts related to land.

V. CONCLUSION

Obstacles to harmonious coexistence of Rwandan people as shown by the population are mainly based on injustice, mismanagement and misunderstanding of Government strategies to improve their social welfare.

All sources of injustice like corruption, bad land sharing process should be fought by concerned people and a follow up to ensure that strategies adopted are implemented should be carried out.

The population should be sensitised on the will of the Government to search for their social welfare and harmonious coexistence. This will help to establish clearly distinction between individual malpractice from Government's agenda.

According to what is mentioned above, it is obvious that people who are not aware of the Government's programmes and its endeavours in fighting for their social welfare will never realise challenges that the Government might be facing in the implementation of its programmes. People have not understood that problems might result from the mismanagement of some individuals appointed in different positions.

It has been evidenced that the lack of sufficient information, lack of transparent and free debates where the population discuss about their problems are likely to lead to conflicts between themselves and their leaders.

If the population were invited to take part in various debates about their daily life, it should change their understanding and what they were considering as source of divisions could then be turned into opportunities for Unity and reconciliation.

Leaders at all levels should know that they represent the Government, that their mischievous behaviours are counted on the Government's shoulders. Therefore, it's imperative for them to be good role models in order for the population not to lose confidence in their Government.

Every administrative instance, from the cell level to the national level represents the Government therefore everyone should fight for the population's interests. It is depressing to note that the population in some areas of the country wonders whether the Government exists due to various injustices infringed on them by the local

leaders, whereas Rwanda is a state of law country, adhering to the principal that we are equal before the law.

The population should be sensitised about their rights so as to resist all those who persecute them by requesting bribes to "buy" rights guaranteed by the law.

Leaders who oppress the population should be identified and denounced publicly. The population who elected them should be aware that they have rights to dismiss those corrupt leaders.

The population should be sensitised to stand and fight for their rights in tolerance and truth and leaders should support them in this exercise.

Achieving effective unity and reconciliation is a long way but it is possible. Peace, security and lasting development remain the best heritage we will leave to the future generation.

When every Rwandan, wherever he/she is at any time, will have understood his/her role to play in this process, there is no doubt unity and reconciliation will be achieved. Conflicts between Rwandan people, suspicion, divisions, hatred and woes that befell and destroyed this country will have been defeated and Rwandan people will live in prosperity forever.

*Tiré sur les presses d
e l'imprimerie Nouvelle du Rwanda
B. P 351 Kigali Tel. (250) 76214 - 77504
Fax (250) 75820*